du passé pour les écoles françaises: elles continuent. En Colombie-Britannique, aucun enseignement public en français; en Alberta, des progrès plutôt "théoriques", car les écoles bilingues "autorisées" y rendent toujours difficile la transmission efficace de la langue et de la culture françaises. En Saskatchewan, les écoles y sont "désignées", i.e. l'Etat détermine en fait les règles du jeu. Au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, l'Etat a voté des lois, mais conditionnelles, sans statut d'égalité pour la minorité française. Au Québec: l'enseignement en anglais garde son statut officiel. Par ailleurs, on sait quel est le choix des immigrants: enseignement en anglais (86.3%), en français (13.7%).

Quant aux média (journaux, radio, TV), les francophones hors Québec sont considérés comme des citoyens de seconde classe. Dans le domaine juridique, on a reconnu les droits des minorités au Québec (anglophones) et au N.-B. (Acadiens) seulement. Les progrès sont très lents en Ontario et au Manitoba.

En général, les services de santé et les services sociaux offerts aux francophones hors Québec sont déficients. Inutile de dire que pour les anglophones du Québec, tous les cadres sont bien établis: profession médicale plus accessible aux anglophones du Québec qu'aux francophones hors Québec, pénurie de médecins de langue française en Ontario, etc.

La situation doit donc changer! C'est là un défi d'envergure pour la société canadienne...

L'avenir de l'Université

"Il ne suffit pas de s'adapter à la réalité, car il y a des failles dans la réalité..."

Le public, les étudiants, les enseignants, les administrateurs, l'Etat lui-même s'interrogent sérieusement sur l'avenir de l'Université. A preuve, la décision du gouvernement du Québec, en juillet 1977, d'instituer une Commission d'Etude sur les Universités, la commission Angers; après la consultation du printemps dernier, les commissaires préparent pour la fin de cette année un rapport sur la situation des universités québécoises et sur l'avenir de l'institution elle-même.

Le mandat de la commission lui assigne quatre champs d'étude: l'université et la société québécoise, l'organisation du système universitaire, la formation et le perfectionnement des maîtres, les indicateurs de l'avenir.

Pour que le gouvernement se décide à commanditer une recherche de cette envergure, et pour que des institutions aussi jalouses de leur autonomie acceptent de coopérer, il fallait que le malaise ou le problème se soit imposé à l'opinion publique. Si on invite aujourd'hui l'université à venir rendre ses comptes, c'est d'abord que l'université coûte cher: on ne considère évidemment pas l'université comme un luxe superflu, mais il est normal que le contribuable exige un certain rendement et une certaine fonctionnalité pour un service aussi dispendieux.

Sur la place publique, les grèves prolongées qui ont paralysé l'Université du Québec à Montréal et l'Université Laval sont strictement incompréhensibles. D'autre part, à l'intérieur de l'enceinte universitaire, la lourdeur de l'appareil administratif, les tensions entre enseignants et administrateurs, la méfiance croissante entre les groupes constituant l'université semblent entraver de façon chronique le fonctionnement de la machine. Surtout, la fonction même de l'université est loin de faire l'unanimité: école professionnelle pour les classes supérieures? sanctuaire de la recherche protégé des soubresauts de la vie sociale et politique? garderie pour ces grands enfants qu'on n'est pas pressé de voir entrer dans la "vraie vie"? foyer d'agitation politique et repaire d'idéologues irresponsables? Et toujours, comme chaque fois qu'il est ici question d'éducation, la remise en question de la qualité de l'enseignement dispensé.

Si on laisse aux universitaires eux-mêmes le soin de définir le débat, **on constate que deux conceptions de l'université s'affrontent chez nous.**

La première, plus classique et plus traditionnelle, est représentée par les universités établies depuis de plus nombreuses années (McGill, Laval, Montréal): on met l'accent sur le niveau élevé de l'enseignement, sur l'importance de la recherche et on tend à considérer comme secondaires la dimension pédagogique et l'insertion de l'institution dans le milieu social où elle se trouve.

Les universités nouvelles, celles du réseau de l'Université du Québec mais aussi la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal (10,000 étudiants inscrits) ont d'autres priorités. Elles sont plus sensibles à l'évolution qui se produit dans le recrutement de la clientèle étudiante: de plus en plus d'adultes veulent se perfectionner tandis que le nombre de diplômés des cégeps continuera de diminuer. L'accent sera mis sur l'approche pédagogique et sur les besoins du milieu.

Ces deux idées d'université doivent-elles s'exclure? Ou la tension qu'elles entretiennent ne doit-elle pas être constitutive de l'effort de recherche et d'enseignement qui est la raison d'être de l'institution? D'autre part, si l'Etat cherche à favoriser l'une et l'autre tendance, comment pourra-t-il mesurer le financement indispensable à la croissance de l'université, tout en sauvegardant l'autonomie qui en fait autre chose que des usines à cols blancs?

N'oublions pas que l'université doit faire la critique épistémologique des savoirs qu'elle professe, retrouver les sources d'inspiration qui justifient son existence, s'appliquer à la recherche fondamentale, orienter sa pédagogie vers l'auto-formation, poursuivre une science compréhensive du développement.

A quoi bon l'Université, si elle ne sait pas reconnaître l'humanisme nouveau?

A l'heure actuelle, 300 millions de catholiques vivent en Amérique latine (43% de la population catholique mondiale). En l'an 2000, un catholique sur deux sera Latino-américain.

Trop souvent nous croyons pouvoir identifier pays riche et nation traditionnellement chrétienne. En Amérique latine, l'Eglise est en train de redevenir peuple de Dieu.

Nulle part, aujourd'hui, l'exploitation de l'homme par l'homme n'est aussi criante, qu'il s'agisse de l'écart entre les classes sociales, de la dictature policière des régimes de "sécurité nationale" ou du contrôle exercé sur l'économie de tout le sous-continent par les sociétés multinationales... en notre nom. Dans ce contexte d'injustice, de péché, de nombreux chrétiens ont redécouvert leur foi: depuis une dizaine d'années, l'Evangile redevient la bonne nouvelle annoncée aux pauvres. Le mois prochain, l'Eglise d'Amérique latine "entre en concile".

Avec ses 600,000 habitants, Puebla est la quatrième ville du Mexique. La vieille cité coloniale, fondée dès 1532, aurait gardé son cachet et ses allures de Nouvelle-Tolède malgré l'établissement des usines Volkswagen (pièces de rechange) en 1968. Ses très nombreuses églises lui ont valu le titre de "Rome du Mexique"; on y trouve également un immense grand séminaire moderne, véritable forteresse de plus de 300 chambres, qui recevra - du 12 au 26 octobre - les délégués de la *troisième Conférence des évêques d'Amérique latine*: CELAM III.

Un peu d'histoire

La première conférence, fruit des efforts de Dom Helder Camara, avait eu lieu à Rio de Janeiro, du 25 juillet au 4 août 1955: elle mit sur pied le Conseil Episcopal latino-américain (C.E.L.A.M.), "organe de contact, de collaboration et de service entre les conférences épiscopales de l'Amérique latine" (1), approuvé par Pie XII, le 2 novembre de la même année. C'était dix ans avant Vatican II et la consécration du principe de la collégialité...

La deuxième Conférence se déroula à Medellin (Colombie), du 24 août au 8 septembre 1968. Inaugurée par Paul VI, au terme du Congrès eucharistique international de Bogota, elle avait pour thème "l'Eglise et la transformation actuelle de l'Amérique latine à la lumière de Vatican II". Elle produisit deux petits volumes de "Documents": les propositions présentées par la pré-

1. Statuts du CELAM, I, 1.

De Medellin à Puebla

une espérance menacée

par Albert Beaudry

sidence et les directeurs du secrétariat du CELAM, et les conclusions adoptées par la Conférence.

Il y a de nombreuses études portant sur la situation de l'homme latino-américain. Toutes décrivent la misère qui marginalise tant de groupes humains.

Cette misère, en tant que fait collectif, est une injustice qui crie vers le ciel.

Ainsi commence le premier document de Medellin, consacré au problème de la Justice. Il donne le ton des

PUEBLA Où? Quand? Comment?

Fin novembre 1976, le cardinal Sebastiano Baggio, préfet de la Sacrée Congrégation des Evêques et président de la Commission pontificale pour l'Amérique latine, proposait au Conseil épiscopal latino-américain (C.E.L.A.M.), réuni en session plénière à San Juan de Porto-Rico, de convoquer la IIIe Conférence générale des évêques d'Amérique latine à l'occasion du dixième anniversaire de Medellin.

Convoquée officiellement par Paul VI, le 12 décembre 1977, la Conférence de Puebla regroupera environ 250 évêques, délégués par les 23 conférences épiscopales nationales du continent.

Les conférences épiscopales de moins de cent membres ont élu un délégué pour cinq membres; celle du Brésil (269 membres, selon la *Guia Eclesiastica Latinoamericana* 1978) a droit à un délégué pour cinq membres jusqu'à la première centaine et à un pour dix au-delà.

Participent d'office aux travaux de la Conférence les officiers du CELAM, 22 prêtres (séculiers et religieux) représentant les 50,000 membres du clergé latino-américain, 4 diacres permanents et 10 laïcs. Personne pour représenter les 90,000 religieuses du continent.

Sont également invités tous les membres de la Commission pontificale pour l'Amérique latine, les nonces du Saint-Siège en pays latino-américains, les présidents des organismes épiscopaux d'aide à l'Eglise d'A.L. (p. ex. l'organisme allemand ADVENIAT), le président et le secrétaire général des conférences

épiscopales américaine et canadienne, du Conseil des conférences épiscopales d'Europe, du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar et de la Federation of Asian Bishops' Conferences; enfin, quelques observateurs des autres Eglises et confessions chrétiennes actives en A.L.

Regroupées en quatre "régions" (le Cône sud, les pays bolivariens, les Antilles, Mexique et Amérique centrale), les conférences épiscopales ont recueilli les suggestions et recommandations de la base en vue de la conférence. Cette consultation s'est faite pendant l'année 1977.

A partir de ces suggestions, le CELAM publiait en janvier dernier un texte considérable (plus de deux cents pages, près de 1000 paragraphes), le *Document de consultation*, expédié aux diverses conférences épiscopales pour susciter commentaires et réactions. C'est ce texte qui a suscité une vague d'inquiétudes et d'appréhension à travers toute l'Amérique latine et même à l'extérieur: allait-on faire de Puebla l'anti-Medellin?

Début septembre paraissait le *Document de base*, qui devrait tenir compte des observations présentées par les conférences épiscopales à propos du *Document de consultation* et qui sera le document de travail des délégués à la Conférence.

Enfin, au terme de leur session de deux semaines, du 12 au 26 octobre prochain, les délégués devraient pouvoir publier un *Document final* qui rassemblera les conclusions de la IIIe Conférence des évêques d'A.L.